

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES DE TRAVAIL ADAPTE  
ET LES ATELIERS SOCIAUX

Convention collective de travail du 10 décembre 2002 relative aux mesures  
visant à promouvoir l'emploi

(Bruxelles - Capitale)

Chapitre 1<sup>er</sup> - Cadre juridique

**Article 1er** La présente convention collective de travail est conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires et de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

Chapitre II - Champ d'application

**Article 2** La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs qui ressortissent à la Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté en région de Bruxelles-Capitale agréées et/ou subsidiées par la Commission communautaire française pour les travailleurs qu'ils déclarent comme relevant de cette Commission paritaire.

Chapitre III - Définitions

**Article 3** § 1 Par "arrêté royal", on entend l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

§ 2 Par "Fonds social", on entend le Fonds de sécurité d'existence dénommé « Fonds social bruxellois *Maribel Social* pour la promotion de l'emploi dans les entreprises de travail adapté » créé par la convention collective de travail du 18 décembre 2000, conclue au sein de la Commission paritaire 327.

§ 3 Par "travailleur", on entend le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin, valide et moins valide.

Chapitre IV - Réduction des cotisations patronales de sécurité sociale

**Article 4** Le montant de la réduction de cotisations due aux employeurs est fixé semestriellement et par arrêté ministériel, sur la proposition du Ministre de l'Emploi et du Travail et du Ministre des Affaires Sociales.

Le produit trimestriel de cette réduction de cotisations est calculé comme suit :

Nombre de travailleurs effectuant minimum 22 % des prestations au cours du trimestre x 288,18 €.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.		
1 8 -12- 2002	17 -03- 2003	NR. 65743	160327
CP327 - CCT Maribel Social - version 17/12/2002 - p. 1			

## **Chapitre V - Engagement en faveur de l'emploi**

**Article 5** Conformément à l'article 49 de l'arrêté royal du 18 juillet 2002, le produit des réductions de cotisations patronales équivalant à 241,70 € par trimestre (Maribel Social 1, 2 et 3) est intégralement affecté au financement du salaire mensuel minimum garanti des handicapés tel que prévu par la CCT du 28 juin 1996 et la CCT du 21 octobre 1998 en application de la convention collective de travail n° 43 du Conseil National du Travail.

**Article 6** § 1 Le solde restant de ce produit des réductions de cotisations patronales, à savoir 46,48 € (Maribel Social 4), doit être intégralement affecté au financement d'emplois supplémentaires. Ces emplois supplémentaires rentreront dans le cadre de la réduction de la pénibilité (soit l'amélioration de l'encadrement, du fonctionnement et de la gestion des entreprises) et de l'amélioration de l'intensité et de la qualité de tous les types de services et optimalisation du confort des bénéficiaires.

§ 2 Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal, s'il se voit obligé de réduire le volume de l'emploi, un employeur ne peut être exclu du bénéfice des avantages du Maribel Social, à condition :

- qu'il déclare au préalable, par lettre recommandée, la réduction du volume de l'emploi au Fonds social, en indiquant la réduction que subit le volume de l'emploi exprimé en équivalents temps plein en application de la réduction proposée pendant une année civile complète ;
- que le Fonds social approuve la proposition de réduction du volume de l'emploi sur base de critères objectifs préalablement établis et par décision motivée.

## **CHAPITRE VI - Procédure d'introduction des candidatures**

**Article 7** Les employeurs qui ont l'intention de réaliser un effort supplémentaire en matière d'emploi en exécution de la présente convention collective de travail doivent introduire un acte de candidature adressé au Fonds social par lettre recommandée à la poste.

**Article 8** Ledit acte de candidature fera l'objet d'une discussion au sein du conseil d'entreprise ou, à défaut, avec la délégation syndicale. Il doit être signé pour approbation par les délégués des travailleurs ou, à défaut, par au moins deux responsables régionaux appartenant aux organisations syndicales représentées au sein de la Commission paritaire 327.

**Article 9** Le modèle d'acte de candidature, ainsi que la liste des documents à y joindre, est fixé par le Fonds social.

## **CHAPITRE VII - Intervention financière et affectation**

**Article 10** Le Fonds social détermine les critères à prendre en compte pour l'approbation des actes de candidature.

**Article 11** § 1 Conformément à l'arrêté royal du 18 juillet 2002, les embauches doivent être réalisées au niveau de chaque institution à un coût salarial annuel brut moyen de maximum 64.937,84 €, charges patronales incluses. Le Fonds social peut toutefois fixer une intervention annuelle inférieure à ce montant. L'intervention du Fonds social est par ailleurs limitée aux prestations rémunérées effectives ou assimilées.

4

§ 2 Le montant mentionné à l'article 11 § 1 est indexé suivant les règles prévues par les conventions collectives de travail conclues au sein de la CP 327.

§ 3 Conformément à l'arrêté royal du 18 juillet 2002, il faut entendre par "coût salarial" : la rémunération brute du travailleur, majorée des cotisations patronales de sécurité sociale. La rémunération brute comprend la rémunération ainsi que l'ensemble des indemnités et avantages dus au travailleur par ou en vertu de dispositions légales ou réglementaires ainsi que les indemnités et avantages dus en vertu de conventions collectives de travail conclues au sein de l'organe paritaire dont relève l'employeur.

## **Chapitre VIII - Garanties d'utilisation intégrale du produit de réductions de cotisation à la création d'emplois**

**Article 12** Chaque employeur qui bénéficie d'une intervention financière du Fonds social doit fournir chaque année, pour le 31 janvier au plus tard, un rapport détaillé audit Fonds. Un modèle de rapport sera élaboré par le Fonds social. Le non-respect de ces dispositions donnera lieu à des sanctions, déterminées par le Fonds social.

**Article 13** § 1 Ce rapport doit reprendre au moins les éléments suivants :

- le nombre total d'emplois exprimé en travailleurs pour la période de référence et la période concernée ;
- la liste nominative des emplois supplémentaires engagés grâce à l'intervention financière du Fonds social avec le régime de travail, leur fonction et leur barème.

§ 2 Si nécessaire, le Fonds social peut demander des informations complémentaires.

**Article 14** §1 Le rapport visé à l'article 12 fera l'objet d'une discussion au sein du conseil d'entreprise ou, à défaut, avec la délégation syndicale. Il doit être signé pour approbation par les délégués des travailleurs ou, à défaut, par au moins deux responsables régionaux appartenant aux organisations syndicales représentées au sein de la Commission paritaire 327.

§ 2 Faute d'accord intervenu dans les 15 jours qui suivent la notification du rapport par l'employeur aux représentants des travailleurs, la partie la plus diligente peut transmettre le rapport au Fonds social qui tranchera.

**Article 15** § 1 Le Fonds social établit pour le 30 juin de chaque année un rapport d'activités et le transmet au fonctionnaire dirigeant du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale.

§ 2 Ce rapport contiendra au moins les éléments suivants :

- la liste des employeurs et des travailleurs qui ont bénéficié pendant toute l'année civile précédente de l'intervention financière du Fonds social ;
- le nombre de travailleurs du secteur ;
- le nombre d'employeurs du secteur ;
- la liste des employeurs qui, en application de l'article 14 de l'arrêté royal du 18 juillet 2002, ont pu réduire le volume de l'emploi.

## **CHAPITRE IX - Calendrier de réalisation de l'augmentation nette du nombre d'emplois**

**Article 16** Les nouveaux engagements et l'augmentation du volume global de l'emploi sont réalisés dans les trois mois qui suivent la notification de la décision d'intervention financière du Fonds social.

## **CHAPITRE X - Dispositions finales et durée de validité**

**Article 17** La présente convention collective de travail remplace toutes les conventions collectives portant des mesures visant à promouvoir l'emploi signées antérieurement au sein de la CP 327.

**Article 18** La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la CP 327.

**PARITAIR COMITE VOOR DE BESCHUTTE WERKPLAATSEN DE SOCIALE WERKPLAATSEN**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2002 betreffende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling (Brussel-Hoofdstad)**

**Hoofdstuk I - Juridisch kader**

**Artikel 1** Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités en het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector.

**Hoofdstuk II - Toepassingsgebied**

**Artikel 2** Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die erkend en/of gesubsidieerd zijn door de Franse Gemeenschapscommissie voor de werknemers die zij aangeven als behorend tot dit Paritair Comité.

**Hoofdstuk III - Definities**

**Artikel 3** §1 Onder "koninklijk besluit" wordt verstaan het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

§2 Onder "Sociaal Fonds" wordt verstaan het Fonds voor Bestaanszekerheid genaamd "Brussels Sociaal Fonds *Sociale Maribel* ter bevordering van de tewerkstelling in de beschutte werkplaatsen" opgericht door de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 december 2000, gesloten in Paritair Comité 327.

§3 Onder "werknemer" wordt het mannelijk en vrouwelijk, valide en mindervalide werklieden- en bediendenpersoneel verstaan.

**Hoofdstuk IV - Vermindering van de werkgeversbijdragen inzake sociale zekerheid**

**Artikel 4** Het bedrag van de bijdragevermindering die verschuldigd is aan de werkgevers wordt halfjaarlijks vastgesteld en bij ministerieel besluit, op voorstel van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van de Minister van Sociale Zaken.

De kwartaalopbrengst van deze bijdragevermindering wordt als volgt berekend :

Aantal werknemers die minimaal 22% van de prestaties verrichten in de loop van het kwartaal x 288,18 €.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTRATIENREGISTR. NR. | 65743 (6) 327  
1 8 -12- 2002 | 1 7 -03- 2003 N°

## Hoofdstuk V - Verbintenis ten gunste van de tewerkstelling

**Artikel 5** Overeenkomstig artikel 49 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 wordt de opbrengst van de verminderingen van de werkgeversbijdragen die gelijk zijn aan 241,70 € per kwartaal (Sociale Maribel 1, 2 en 3) integraal besteed aan de financiering van het gewaarborgd minimummaandloon van de gehandicapten zoals bepaald door de CAO van 28 juni 1996 en de CAO van 21 oktober 1998 met toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr 43 van de Nationale Arbeidsraad.

**Artikel 6** §1 Het overblijvende saldo van deze opbrengst van de verminderingen van werkgeversbijdragen, te weten 46,48 € (Sociale Maribel 4), moet integraal worden besteed aan de financiering van bijkomende banen. Deze bijkomende banen zullen passen in het kader van de vermindering van de zwaarte van de arbeid (dit wil zeggen de verbetering van de omkadering, van de werking en van het beheer van de ondernemingen) en van de verbetering van de intensiteit en van de kwaliteit van alle soorten diensten en de optimalisering van het comfort van de rechthebbenden.

§2 Overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit, mag een werkgever niet uitgesloten worden van het recht op de voordelen van de Sociale Maribel als hij zich ertoe verplicht ziet om het tewerkstellingsvolume te verminderen, op voorwaarde :

- dat hij voorafgaandelijk per aangetekende brief de vermindering van het tewerkstellingsvolume aangeeft aan het Sociaal Fonds, en daarbij de vermindering van het tewerkstellingsvolume uitdrukt in voltijdse equivalenten met toepassing van de vermindering die voorgesteld wordt tijdens een volledig kalenderjaar ;
- dat het Sociaal Fonds het voorstel tot vermindering van het tewerkstellingsvolume goedkeurt op basis van objectieve criteria die vooraf vastgesteld zijn en bij gemotiveerd besluit.

## HOOFDSTUK VI - Procédure voor het indienen van de kandidaturen

**Artikel 7** De werkgevers die van plan zijn om een bijkomende inspanning te leveren inzake tewerkstelling ter uitvoering van deze collectieve arbeidsovereenkomst moeten een akte van kandidaatstelling indienen bij het Sociaal Fonds per ter post aangetekende brief.

**Artikel 8** Deze akte van kandidaatstelling zal worden besproken in de ondernemingsraad of, bij gebreke daarvan, met de vakbondsafvaardiging. Hij moet voor goedkeuring worden ondertekend door de werknemersafgevaardigden of, bij gebreke daarvan, door ten minste twee gewestelijke verantwoordelijken die behoren tot de vakorganisaties die vertegenwoordigd zijn in Paritair Comité 327.

**Artikel 9** Het model van akte van kandidaatstelling, alsook de lijst van de erbij te voegen documenten, wordt vastgesteld door het Sociaal Fonds.

## HOOFDSTUK VII - Financiële tegemoetkoming en bestemming

**Artikel 10** Het Sociaal Fonds bepaalt de criteria die in rekening moeten worden genomen voor de goedkeuring van de akten van kandidaatstelling.

9

**Artikel 11** §1 Overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 juli 2002 moeten de aanwervingen worden verwezenlijkt op het niveau van elke instelling met jaarlijkse bruto gemiddelde loonkosten van maximaal 64.937, 84 €, werkgeverslasten inbegrepen. Het Sociaal Fonds kan echter een jaarlijkse tegemoetkoming vaststellen die lager ligt dan dit bedrag. De tegemoetkoming van het Sociaal Fonds is overigens beperkt tot de effectieve of gelijkgestelde bezoldigde prestaties.

§2 Het bedrag dat vermeld is in artikel 11 §1 wordt geïndexeerd volgens de regels bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in PC 327.

§3 Overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 juli 2002 moet onder "loonkosten" worden verstaan : het brutoloon van de werknemer, verhoogd met de werkgeversbijdragen inzake sociale zekerheid. Het brutoloon omvat het loon alsook alle vergoedingen en voordelen die verschuldigd zijn aan de werknemer door of krachtens wettelijke of réglementaire bepalingen alsook de vergoedingen en voordelen die verschuldigd zijn krachtens collectieve arbeidsovereenkomsten die gesloten werden in het paritair orgaan waartoe de werkgever behoort.

## **Hoofdstuk VIII - Garanties inzake het integraal gebruik van de opbrengst van bijdrageverminderingen voor het scheppen van banen**

**Artikel 12** Elke werkgever die een financiële tegemoetkoming van het Sociaal Fonds geniet moet elk jaar, uiterlijk tegen 31 januari, een gedetailleerd verslag bezorgen aan dit Fonds. Een model van dit verslag zal worden uitgewerkt door het Sociaal Fonds. De niet-naleving van deze bepalingen zal aanleiding geven tot sancties die worden bepaald door het Sociaal Fonds.

**Artikel 13** §1 Dit verslag moet ten minste de volgende elementen omvatten :

- het totaal aantal banen uitgedrukt in werknemers voor de referentieperiode en de betrokken periode ;
- de nominatieve lijst van de bijkomende werknemers die werden indienstgenomen dankzij de financiële tegemoetkoming van het Sociaal Fonds met het arbeidsstelsel, hun functie en hun loonschaal.

§2 Indien nodig mag het Sociaal Fonds aanvullende informatie vragen.

**Artikel 14** §1 Het verslag waarvan sprake in artikel 12 zal worden besproken in de ondernemingsraad of, bij gebreke daarvan, met de vakbondsafvaardiging. Het moet voor goedkeuring worden ondertekend door de werknemersafgevaardigden of, bij gebreke daarvan, door ten minste twee gewestelijke verantwoordelijken die behoren tot de vakorganisaties die vertegenwoordigd zijn in Paritair Comité 327.

§2 Bij gebreke van een akkoord binnen 15 dagen na de kennisgeving van het verslag door de werkgever aan de vertegenwoordigers van de werknemers, mag de meest gereede partij het verslag bezorgen aan het Sociaal Fonds dat een beslissing zal nemen.

9

**Artikel 15** §1 Het Sociaal Fonds stelt elkjaar tegen 30 juni een activiteitenverslag op en bezorgt dit aan de leidend ambtenaar van de Fédérale Overheidsdienst voor Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

§2 Dit verslag zal ten minste de volgende elementen omvatten :

- de lijst van de werkgevers en van de werknemers die tijdens het volledige vorige kalenderjaar de financiële tegemoetkoming van het Sociaal Fonds hebben genoten ;
- het aantal werknemers van de sector ;
- het aantal werkgevers van de sector ;
- de lijst van de werkgevers die, met toepassing van artikel 14 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 het tewerkstellingsvolume hebben kunnen verminderen.

### **HOOFDSTUK IX - Planning inzake de verwezenlijking van de netto verhoging van het aantal banen**

**Artikel 16** De nieuwe indienstnemen en de verhoging van het globale tewerkstellingsvolume worden verwezenlijkt binnen drie maanden na de kennisgeving van de beslissing tot financiële tegemoetkoming van het Sociaal Fonds.

### **HOOFDSTUK X - Slotbepalingen en geldigheidsduur**

**Artikel 17** Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt alle collectieve overeenkomsten houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling die vroeger werden ondertekend in PC 327.

**Artikel 18** Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde tijd. Zij kan door elke partij worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van drie maanden wordt betekend per ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van PC 327.